



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2978
29 août 2025
1,50 € • DOM : 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Bayrou ou un autre : S'organiser pour riposter



Rentrée scolaire
**Toujours moins
de moyens**

Page 5

Algérie
**Accident de bus
et colère populaire**

Page 12

Grandes fortunes
**Exproprier
les capitalistes**

Page 11

Leur société

- Plan d'austérité : l'espoir n'est pas au Parlement ! 3
- Le mensonge de la dette 3
- Guerre contre les travailleurs 3
- Face aux attaques : l'attentisme des directions syndicales 4
- Budget : les personnes âgées et handicapées visées 4
- Traitement des élus : bon paiement fait bon serviteur 4
- Rentrée scolaire : des milliers d'enfants handicapés sacrifiés 5
- Toujours moins pour l'Éducation 5
- Macron et Israël : l'arroseur arrosé 5
- Taxe foncière : coup de matraque 5
- Justice française : complice des génocidaires 8
- Médicaments antiobésité : soigner les profits 8
- Arrêtés antimendicité : cachez ces pauvres 8
- Ramassage des ordures : manœuvres fiscales 8
- Grandes fortunes : les exproprier 11
- Dans les bulletins Lutte ouvrière 11

Dans le monde

- Israël : l'extermination des Palestiniens planifiée 6
- Yémen : de nouveau sous les bombes 6
- Thaïlande : les travailleurs cambodgiens pris pour cible 6
- Ukraine : les banques françaises profitent de la guerre 7
- Libye : un bateau humanitaire pris pour cible 7
- Italie : luxe et surexploitation 7
- Inde : Dassault aux anges 7
- Iran : la contestation continue 12
- Algérie : un accident de bus déclenche la colère 12

Il y a 120 ans

- 14 juin 1905 : la révolte des marins du cuirassé *Potemkine* 9

Dans les entreprises

- Stellantis - Rennes 10
- Total - Donges 10
- Saint-Gobain PAM 10

Caravanes

- Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre 12



Préparons-nous à lutter pour défendre notre droit à l'existence !

Alors que l'argent dégouline au sommet de la société, que les 500 plus riches du pays cumulent plus de 1 100 milliards d'euros de fortune, Bayrou manœuvre pour voler 44 milliards aux classes populaires. Il vient d'annoncer qu'il engagera, sur cette question, la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre, c'est-à-dire à la veille des appels divers et variés qui circulent pour la journée du 10 septembre. Il tente de tuer dans l'œuf toute contestation en jouant le tout pour le tout à l'Assemblée nationale.

Quel que soit l'avenir de Bayrou à Matignon, il est nécessaire d'engager le combat contre cette nouvelle offensive et toutes les manœuvres qui l'entourent. Le plan Bayrou est une déclaration de guerre à tous les travailleurs.

Non, la dette de l'État n'est pas notre dette ! Bayrou parle d'efforts partagés et justes. Mais rallonger le temps de travail en supprimant des jours fériés, rajouter des jours de carence supplémentaires en cas d'arrêt maladie, restreindre les droits au chômage, réduire l'accès aux soins et aux remboursements médicaux, bloquer les pensions de retraite, les allocations et le salaire des fonctionnaires, c'est s'en prendre encore et toujours aux travailleurs, qu'ils soient en activité, en arrêt maladie, en invalidité, au chômage ou à la retraite.

Ce plan d'attaque s'inscrit dans une longue série, dont le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Dans ce système capitaliste en crise, où la concurrence est de plus en plus féroce, les profits du grand patronat ne peuvent être sauvegardés qu'en s'attaquant aux travailleurs. Aujourd'hui, il veut nous faire travailler plus en gagnant moins. Demain, ses représentants politiques nous enverront mourir sur des champs de bataille pour garantir marchés et matières premières aux capitalistes français.

Toutes ces attaques répondent aux besoins des capitalistes. Et même si Bayrou ou Macron débarrassent le plancher, la grande bourgeoisie fera mener son offensive antiouvrière par les autres politiciens, y compris de gauche ou d'extrême droite, c'est-à-dire ceux-là même qui se disent prêts aujourd'hui à le censurer.

Il ne suffira pas de chasser Bayrou ou Macron. La seule façon de préserver notre droit à l'existence est d'affronter ceux qui donnent les ordres, et pas seulement leurs larbins du gouvernement. Ce sera eux ou nous : les profits des capitalistes ou la vie des travailleurs

qui produisent tout et font fonctionner toute la société !

Tous ceux qui refusent d'être sacrifiés doivent, sans attendre, se réunir dans leurs ateliers, leurs services, leurs entreprises. Car il faut réfléchir à ce qui constitue notre force et à nos objectifs. Il faut comprendre qui sont nos vrais ennemis et nos faux amis et se donner les moyens de diriger nous-mêmes notre combat, sans nous laisser récupérer par qui que ce soit.

Ainsi, les dirigeants de la gauche, de LFI aux écologistes, relaient les appels au 10 septembre, mais c'est pour dévier le combat sur le terrain parlementaire. Quant aux chefs des confédérations syndicales, ils attendent le 1^{er} septembre – un mois et demi après les annonces – pour faire connaître leur plan d'action. Comme lors de la lutte contre la retraite à 64 ans, ils veulent décider du calendrier et garder le contrôle du mouvement.

Nous ne devons faire confiance à personne d'autre qu'à nous-mêmes. Si nous entrons en lutte, il nous faudra avoir nos propres comités de lutte, élus par nous pour décider de nos actions et de leurs objectifs.

Si les attaques de Bayrou menacent l'ensemble des classes populaires, y compris les petits commerçants ou artisans, les travailleurs salariés, concentrés dans les entreprises, ont un rôle décisif à jouer.

La force des travailleurs est qu'ils produisent tout. Par la grève, ils peuvent arrêter cette machine à fabriquer des profits, ce que ne permettront ni les pétitions en ligne, ni les boycotts, ni même des défilés dans les rues, si réussis soient-ils.

Le patronat licencie et le gouvernement stigmatise les chômeurs et ceux qu'il traite d'assis-

tés : contre le chômage, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Contre la vie chère, il faut imposer une augmentation des salaires, des pensions et des allocations et leur indexation sur les prix.

Toutes ces mesures doivent être entièrement financées par les profits patronaux. Pour prouver que cet argent existe, il faut faire sauter le secret des affaires et l'opacité qui règne dans les comptes des entreprises et ceux de leurs propriétaires.

Rien ne changera si la classe ouvrière n'affronte pas la classe capitaliste, à la fois pour défendre ses conditions de vie et pour arracher la direction de la société à ces prédateurs.

Nathalie Arthaud



Plan d'austérité : l'espoir n'est pas au Parlement !

En annonçant qu'il soumettrait, le 8 septembre, l'avenir de son gouvernement au vote des députés, Bayrou a surpris son monde. En ouvrant la porte à son éviction de Matignon, plutôt que d'attendre une censure portée par LFI ou le RN, il veut limiter la contestation de son plan d'austérité au terrain parlementaire.

Immédiatement, les partis de l'opposition, le RN et tous ceux de gauche, y compris le PS, qui se veut responsable et qui avait permis à Bayrou d'arriver à Matignon il y a huit mois, ont annoncé qu'ils refuseraient la confiance. Marine Le Pen a, en outre, appelé de ses vœux la dissolution de l'Assemblée nationale, tandis que Jean-Luc Mélenchon a réclamé la démission de Macron, qu'il rend seul responsable du chaos. L'une et l'autre réclament de nouvelles élections, législatives et présidentielle, que chacun espère évidemment remporter, en prétendant qu'au pouvoir elle ou il fera mieux que Macron et Bayrou. Ils sont tous d'accord pour faire croire que le sort des travailleurs se joue sur ce terrain.

Tous ceux que la morgue et le mépris de Bayrou font enrager se réjouiront s'il est renvoyé. Mais l'ensemble des menaces qui visent les travailleurs, à commencer par le plan d'austérité qu'il veut nous faire avaler, lui, demeurera. Quels que soient les prochains Premiers ministres, ils auront la même feuille de route : faire des

économies sur le dos des travailleurs pour continuer à subventionner les capitalistes et les grandes fortunes. Et si la crise politique oblige Macron à dissoudre, voire à démissionner lui-même, il serait illusoire et inconscient d'espérer qu'un nouveau Parlement ou un nouveau président mènerait une autre politique.

Dans l'opposition, les partis de gauche affirment qu'ils taxeront davantage les riches, comme Hollande qui affirmait en 2012 : « Mon ennemi c'est la finance », et qu'ils proposeront un budget plus juste. Le RN parle également d'un budget plus juste, en ajoutant qu'il taxera les étrangers et réservera les prestations aux seuls Français. Mais, au pouvoir, les uns et les autres se mettront entièrement au service des capitalistes. De Mélenchon à Le Pen, ils n'ont que « les intérêts de la France » à la bouche, ce qui signifie « les intérêts de



la bourgeoisie française ». Jamais ils ne remettent en question le pouvoir des capitalistes sur nos vies.

Ils veulent se faire passer pour les défenseurs des travailleurs mais ne veulent surtout pas que ceux-ci prennent leur sort directement en main. Pour

défendre leurs conditions d'existence, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes, leur rôle indispensable dans la société, leur combativité et leur capacité à s'organiser sans s'en remettre à des politiciens bourgeois.

Xavier Lachau

Le mensonge de la dette

Lors de sa conférence de presse du 25 août, Bayrou a prétendu que la dette – aujourd'hui 3 228 milliards d'euros, soit 112 % du PIB – serait « celle de tous », qu'il faudrait « se serrer les coudes ».

Cette dette n'est pas celle de la population laborieuse, qui n'a jamais vu son niveau de vie augmenter grâce aux sommes empruntées. Elle est celle des capitalistes, des financiers et des riches. En 2023, 203 milliards d'aides sont allés aux entreprises, plus que le budget de l'Éducation. La même année, les entreprises ont supprimé

56 000 emplois et ont versé 74 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Pour l'année 2024, une commission sénatoriale a estimé que 211 milliards d'euros avaient été versés aux entreprises, en particulier les plus grandes, sous forme d'exonérations et de cadeaux divers.

À chaque crise, l'État a renfloué les capitalistes et les banques en leur versant des sommes astronomiques d'argent public : 50 milliards en 2008, 240 pendant le Covid. Alors, quand Bayrou martèle qu'« il faut éviter la malédiction du

surendettement » et que « ne rien faire serait une condamnation », il omet sciemment d'expliquer que son gouvernement, comme les précédents, a contribué à creuser cette dette abyssale.

De plus, il ne faut pas croire que la dette publique serait une calamité pour les capitalistes. Outre le fait qu'ils en sont les premiers bénéficiaires, cette dette engendre chaque année 50 milliards d'intérêts qui vont directement à la finance. Bayrou a refusé de toucher aux créanciers capitalistes, préférant faire

payer les travailleurs.

Le discours sur la dette ne vise qu'à culpabiliser les travailleurs. Les capitalistes comme les gouvernants à leur service voudraient bien que la population croie que ce sont les enseignants, les soignants, les allocations diverses qui coûtent cher et creusent la dette. Faire croire que cette dette serait collective est un mensonge patronal qui sert à justifier les attaques. Les travailleurs doivent refuser de payer une dette qui n'est pas la leur.

Christian Chavaux

Guerre contre les travailleurs

« Il y a une marge de négociation sur les mesures. [...] Mais sur les 44 milliards, [d'euros d'économies prévues dans le plan Bayrou] je suis très, très ferme, nous devons tenir », a déclaré le 25 août le ministre de l'Économie, Éric Lombard.

Qu'elle soit portée par Bayrou ou par un autre, la propagande pour tenter de convaincre les classes populaires qu'elles doivent accepter de faire des sacrifices est martelée du matin au soir.

Ces 44 milliards, c'est bien en effet dans les seules poches des travailleurs que le gouvernement veut les prendre. La liste des mesures envisagées est longue : suppression de deux jours

fériés, gel des retraites, des prestations sociales ou du barème des impôts, baisse de l'indemnisation des chômeurs, coupes dans la fonction publique : 3 000 postes seraient supprimés, un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne serait pas remplacé. Dans le domaine de la santé, des milliards seraient trouvés en doublant les franchises médicales, en déremboursant des médicaments, en durcissant les

règles pour ceux qui sont touchés par une affection de longue durée, en imposant des jours de carence supplémentaires. Tous les



travailleurs sont attaqués, ceux qui ont un travail comme ceux qui sont au chômage ou à la retraite.

Pour tenter de donner un os à ronger aux partis politiques et aux syndicats et leur faire accepter l'ensemble, Bayrou, Lombard et autres ont plusieurs fois évoqué un possible recul sur la suppression des jours fériés. En fait, pour les travailleurs, la question n'est pas de choisir entre les différentes mesures destinées à leur faire les poches mais de s'organiser collectivement pour empêcher le gouvernement de le faire, que ce soit ce gouvernement Bayrou ou

celui qui lui succédera.

Ils doivent s'organiser pour imposer leurs exigences : l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, afin de baisser le temps et la charge de travail et permettre ainsi à tous d'avoir un emploi avec maintien du salaire. Ils doivent imposer l'augmentation des salaires, des allocations et des pensions, et leur indexation sur la hausse des prix, imposer l'abolition du secret des affaires pour dévoiler au public les milliards de profits réalisés en exploitant les travailleurs.

Aline Retesse

Face aux attaques : l'attentisme des directions syndicales

Le plan Bayrou est une violente attaque contre le monde du travail. Mais les directions syndicales, qui se présentent comme les défenseurs des travailleurs, n'ont pas cherché à préparer la riposte.

À part une pétition en ligne, elles n'ont rien dit pendant des semaines. Quand cette déclaration de guerre patronale a suscité l'appel sur les réseaux sociaux à « bloquer tout » à partir du 10 septembre, leur réaction a été de prendre leurs distances. Même si certaines fédérations ou syndicats locaux CGT ou Sud-Rail ont choisi d'appeler à la grève ce jour-là.

L'annonce de Bayrou qu'il y aurait un vote de confiance le 8 septembre à l'Assemblée a poussé les

chefs syndicaux à avancer leur intersyndicale de deux jours. C'est d'autant plus dérisoire que l'avenir du gouvernement ne change rien au fait qu'avec ou sans Bayrou les travailleurs seront ciblés.

De son côté, la CFDT a invité Bayrou, l'ennemi qui porte les coups, à son université d'été et attendait cette visite pour s'exprimer. Souilliot, le secrétaire général de Force ouvrière, a été jusqu'à déclarer au journal *La Tribune*, le 24 août : « Nous n'appelons pas à rejoindre l'appel à tout

bloquer le 10 septembre. Personne ne nous a contactés, d'ailleurs. La révolution permanente, ce n'est pas ce qui fait nation. » Et tout ce que la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, a trouvé à dire, le 22 août, sur l'appel du 10 septembre est qu'il est « nébuleux [...] avec un risque de noyautage de l'extrême droite ».

La méfiance des confédérations syndicales s'exprime d'abord vis-à-vis de tout mouvement qu'elles ne contrôlent pas. Elle reflète le réflexe d'appareils qui prétendent diriger la classe ouvrière tout en se préparant à mettre des limites quand surgissent de réels mouvements.

Quelle que soit la



THIBAUD MORITZ POOL/AFP

Bayrou à l'université d'été de la CFDT.

position finale que les directions syndicales prendront dans les prochaines semaines, les travailleurs ne doivent pas leur faire

confiance. Ils doivent se préparer à diriger leurs luttes en s'organisant eux-mêmes.

Christian Bernac

Budget : les personnes âgées et handicapées visées

Le Premier ministre Bayrou a commandé un rapport pour savoir comment faire des économies sur l'aide aux personnes âgées et handicapées, alors que tous ceux qui les côtoient savent que les aides perçues sont très largement insuffisantes.

Qu'il s'agisse de l'allocation adulte handicapé (AAH), des allocations qui aident les parents devant diminuer leur activité professionnelle pour s'occuper d'un enfant handicapé, de celles pour les personnes âgées dépendantes qui ont besoin d'aide à domicile, ou de celles pour les frais d'hébergement dans une maison de retraite, toutes sont

visées. Elles représentaient un total de 30 milliards d'euros en 2023. Deux organismes gouvernementaux sollicités pour faire ce rapport se sont exécutés et ont repéré entre 800 millions et 1,5 milliard d'économies possibles.

Par ailleurs, l'« année blanche » annoncée par Bayrou permettrait de ne pas revaloriser les allocations en

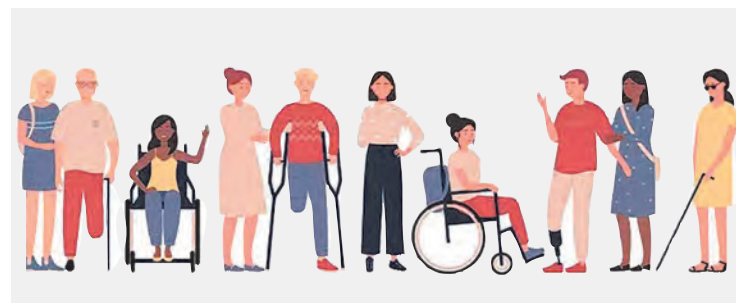
fonction de l'inflation cette année et donc de faire des économies. Ainsi l'AAH, qui atteint 1 033,32 euros par mois au maximum, serait gelée l'année prochaine, ce qui entraînerait une économie de 270 millions d'euros. Les personnes lourdement

handicapées ayant difficilement accès à l'emploi qui demandent le niveau d'allocation le plus élevé (AAH2) se verraient imposer un entretien systématique dont le but affiché serait de refuser du monde pour économiser entre 300 et 500 millions

d'euros. Le rapport préconise aussi d'harmoniser les aides attribuées par les départements, en les alignant évidemment sur les moins importantes.

Sans surprise, les promesses s'avèrent des mensonges, celle de Macron en 2017, présentant le handicap comme une « priorité du quinquennat », comme celle d'Élisabeth Borne en 2023 sur une loi de programmation financière pour la prise en charge du grand âge, suite au scandale de la maltraitance des personnes âgées dans les Ehpad.

Hélène Comte



MINISTÈRE DU TRAVAIL

Traitements des élus : bon paiement fait bon serviteur

Bayrou l'assure dans sa dernière vidéo publiée sur Youtube : il « prend très au sérieux » la question des avantages des élus après avoir reçu, dit-il, des milliers de messages lui demandant de « toucher aux privilèges des responsables politiques, des parlementaires ou des membres du gouvernement ».

Dans ce but, il va créer un groupe de travail dirigé par le socialiste René Dosière... un homme qui vit de mandats politiques depuis plus de quarante ans !

Il n'y a pas grand-chose à éclaircir : le train de vie des élus et responsables politiques est à mille lieues au-dessus de celui des classes populaires

sommées de se serrer la ceinture. Les ministres perçoivent un salaire de 10 692 euros brut par mois, sans compter les avantages en nature tels qu'une voiture avec chauffeur. Lors de leur départ, ils touchent encore ce salaire pendant trois mois. Quant aux députés, ils ne sont pas à plaindre non plus, avec

leurs 6 000 euros net. Ainsi, les mêmes qui justifient un smic à 1 400 euros net par mois imposent la baisse des allocations chômage, le blocage des retraites et appellent les classes populaires à « faire des efforts », estiment que leur activité vaut plus que celle des travailleurs qui font tourner toute la société.

Des journalistes ont calculé que l'ensemble des salaires et avantages des parlementaires et anciens Premiers ministres coûterait environ 115 millions d'euros par an, payés avec l'argent des travailleurs,

que l'État prélève sous forme d'impôts.

Pourquoi ces politiciens sont-ils autant payés ? Fondamentalement parce qu'ils sont au service de la classe capitaliste qui, elle, cumule des fortunes largement supérieures aux millions du monde des élus.

En 2024, 68 milliards d'euros ont été versés en dividendes par les entreprises françaises aux actionnaires. Toujours en 2024, les seuls entreprises du CAC40 ont engrangé 131 milliards de profits. Ces sommes, autrement plus élevées, sont elles

aussi volées aux classes populaires : elles sont le produit de leur travail collectif.

Les capitalistes coûtent en fait infiniment plus cher à la société que la classe politique, dont ils ont besoin pour imposer les réformes antiouvrières, maintenir l'ordre social, détourner la colère contre des boucs émissaires, subventionner les entreprises capitalistes, et faire des lois sur mesure pour le patronat.

Les travailleurs doivent viser la bourgeoisie elle-même.

Claire Dunois

Rentrée scolaire : des milliers d'enfants handicapés sacrifiés

Comme lors des rentrées précédentes, l'Unapei (Union nationale des associations de parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis), dénonce les mauvaises conditions de scolarisation des enfants handicapés.

L'Éducation nationale annonce une hausse du nombre d'enfants handicapés scolarisés dans des écoles ordinaires, 519 000 au lieu de 470 000 l'an dernier. Mais il n'existe pas de chiffre officiel sur le nombre d'enfants mal scolarisés ou pas scolarisés du tout. C'est pour cela que l'Unapei, depuis plusieurs années, réalise une enquête parmi les associations de son réseau. 13 % des enfants concernés n'ont aucune heure de scolarisation. Seuls 19 % de ces enfants sont scolarisés plus de 12 heures par semaine.

Et lorsqu'ils sont à l'école, les coupes budgétaires dans l'Éducation nationale pèsent sur les enfants handicapés encore plus que sur les

autres.

Les difficultés de recrutement d'enseignants, les classes surchargées, ne permettent pas d'accueillir correctement les enfants handicapés dans les écoles ordinaires. Le nombre insuffisant d'AESH (accompagnant des élèves en situation de handicap) fait que certains enfants ne peuvent être scolarisés que quelques heures par semaine. D'autres, qui auraient besoin de cette aide, sont scolarisés sans AESH, ou seulement pour une partie de leur temps scolaire, dans des classes où l'enseignant, déjà débordé, a bien du mal à leur accorder le temps nécessaire. La vétusté des locaux, qui pèse sur tous les

élèves et le personnel, a des conséquences encore pires pour les enfants handicapés, par exemple lorsque les ascenseurs sont en panne, inexistant, ou qu'ils ne donnent pas accès à l'ensemble de l'établissement.

L'Unapei a d'autre part recensé 4 410 enfants dont le handicap ne leur permet pas d'être scolarisés en établissement ordinaire, et qui sont en liste d'attente pour une place dans un institut spécialisé, une attente qui dure parfois cinq ou six ans.

En 2017, Macron affichait le handicap comme une priorité de son quinquennat et, en février 2020, il déclarait qu'à la rentrée suivante, « aucun enfant ne [devait] se retrouver sans solution de scolarisation. »

Cinq ans plus tard, la réalité n'a toujours rien à voir avec ses mensonges.

Hélène Comte



Taxe foncière : coup de matraque

À quelques mois des élections municipales, des maires ont modéré la hausse des taxes foncières, envoyées ces jours-ci et concernant 32 millions de logements.

L'État, de son côté, a revalorisé les « valeurs locatives cadastrales »

cette année, ce qui augmente automatiquement les taxes foncières de 1,7 %. Par ce mécanisme, leur coût est en hausse de 16,1 % par rapport à 2021.

Et le gouvernement ose parler d'inflation maîtrisée et d'année blanche !

L. D.

Toujours moins pour l'Éducation

Comme tous les services utiles à la population, l'enseignement public subit les restrictions budgétaires permettant de gaver de milliards la classe capitaliste.

Le ministère avait proclamé l'an dernier son intention de profiter de la baisse démographique pour faire des économies. La mobilisation des parents et des enseignants après les premières annonces a parfois pu faire reculer localement les recteurs, mais la situation d'ensemble à la veille de la rentrée reste désastreuse. Pour l'année scolaire qui débute, 470 postes ont été supprimés dans le

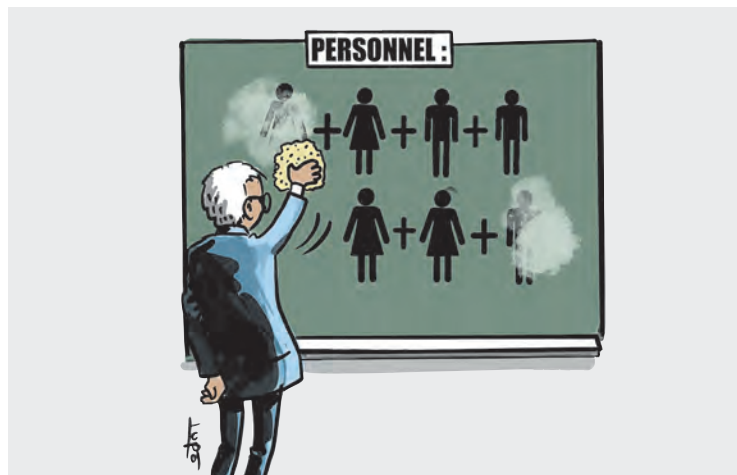
premier degré. Il en résultera une augmentation du nombre d'élèves par classe, quelles que puissent être par ailleurs les jongleries du ministère sur les effectifs. La baisse du nombre d'enfants à scolariser aurait pu servir au contraire à mieux les encadrer. À cela s'ajoutera dans certaines écoles la diminution des sommes consacrées par les communes à l'entretien des locaux ou à diverses

activités. Là aussi les restrictions budgétaires imposent leur loi au détriment de la population.

Dans les collèges et lycées, la situation n'est pas plus brillante. De nombreux postes ont été supprimés, comme cela avait déjà été le cas les années précédentes. Le SNES estime qu'il faudrait un peu plus de 10 000 emplois supplémentaires pour retrouver le taux d'encadrement de 2017. Il manquera encore comme à chaque rentrée des assistantes sociales, des infirmières scolaires, des conseillers principaux d'éducation, des assistants d'éducation. Et toute une partie du personnel sera toujours constituée de précaires, plusieurs milliers de postes n'ayant pas été pourvus lors des concours de recrutement.

La logique qui prévaut au ministère de l'Éducation comme pour tous les services utiles à la population est celle des économies, quitte à se lamenter ensuite sur la baisse du niveau.

Daniel Mescla



Macron et Israël : l'arroseur arrosé

Après la lettre de Netanyahu accusant Macron « d'alimenter le feu antisémite », l'ambassadeur des États-Unis en France, Charles Kushner, l'a attaqué sur le même thème.

Macron affiche pourtant un soutien permanent à l'État israélien : les marchands d'armes français livrent l'armée qui massacre à Gaza ; l'État français sanctionne durement ceux qui dénoncent le génocide en cours. Ainsi, ces dernières semaines, un contrôleur aérien qui aurait dit « Free Palestine » à un pilote d'avion d'une compagnie israélienne a été suspendu et le groupe Kneecap a été menacé d'interdiction de concert parce qu'il dénonce régulièrement le génocide sur scène.

Mais Macron s'est senti obligé de promettre qu'il allait reconnaître un État palestinien en septembre. Cette promesse hypocrite,

au moment où la perspective d'un tel État n'a jamais été aussi irréaliste, ne vise qu'à faire un petit geste vis-à-vis de tous ceux que révolte le massacre en cours. Mais c'est un geste de trop pour Netanyahu et Kushner.

Le premier réagit en chef de guerre qui réclame des pays impérialistes un soutien économique, militaire et politique sans faille. Le second, porte-parole de Trump, veut rappeler à Macron que les dirigeants impérialistes de seconde zone sont tenus de serrer les rangs derrière le plus puissant d'entre eux.

Quant à la montée de l'antisémitisme, c'est aujourd'hui leur soutien inconditionnel au massacre commis par l'État d'Israël et l'assimilation constante de la critique visant Netanyahu à de l'antisémitisme qui l'alimentent dans le monde entier.

Antoine Stein

Israël : l'extermination des Palestiniens planifiée

Ce 21 août, le gouvernement Netanyahu, sous la pression des ultranationalistes Itamar Ben-Gvir et Bezalel Smotrich, a mis en œuvre son plan dit Chariots de Gédéon II. Ce plan est une nouvelle étape de sa politique génocidaire.

Cinq divisions de l'armée et 60 000 réservistes supplémentaires sont mobilisés pour imposer une occupation totale de la ville de Gaza. Au nom d'un contrôle sécuritaire absolu, Israël impose l'évacuation forcée vers ce qu'il a le cynisme d'appeler la « zone humanitaire » d'Al-Mawasi, un ghetto surpeuplé, transformé en piège mortel.

Cette étape s'ajoute à près de deux ans de guerre d'extermination qui ont déjà tué au moins 63 000 Palestiniens, dont 83 % de civils, à une famine qui ne cesse de s'aggraver. Rien n'échappe au carnage dû aux bombes israéliennes ni les écoles, ni les camps de réfugiés, ni les hôpitaux qui ont encore

été ciblés : le 25 août, deux frappes israéliennes sur l'hôpital Nasser de Khan Younés, principal centre médical du sud, ont tué au moins vingt personnes, dont cinq journalistes et des membres de la sécurité civile venus évacuer les blessés.

Netanyahu démontre qu'il n'a rien à craindre des supplices hypocrites et des feintes protestations des dirigeants occidentaux, pas plus que des engagements tardifs, de Macron ou d'autres dirigeants, à reconnaître un État palestinien. Israël continue à recevoir de fait le soutien des principales puissances impérialistes.

Mais cette fuite en avant finira peut-être par rencontrer une résistance venue

de la population israélienne elle-même. Après 22 mois de combats, une crise continue de secouer l'armée : selon les estimations, entre 50 et 60 % des réservistes refusent de se présenter, soit plus de 100 000 personnes sur les quelque 295 000 mobilisées depuis 2023. Les périodes de mobilisation prolongées – 300 jours et même parfois 420 – détruisent les vies familiales. Trois quarts des réservistes souffrent d'épuisement, de traumatismes ou de troubles psychologiques. « Nos vies sont suspendues pour une victoire impossible », témoigne un jeune soldat de Rishon LeZion. Objections morales, dénonciations du nettoyage ethnique, perte totale de confiance envers Netanyahu : la démoralisation est massive et s'exprime. Même des officiers s'opposent à des opérations jugées suicidaires ou risquant d'entraîner l'exécution

des otages. Eyal Zamir, chef d'état-major, a mis en garde : l'occupation se transformera en « trou noir » humain et économique.

Le plan Gédéon incarne ainsi l'impasse mortelle de la guerre permanente. Pour les Palestiniens, il aggrave le génocide et la famine. Pour les Israéliens, il révèle

l'usure et le désespoir d'une jeunesse contrainte à prolonger une guerre sans fin. L'espoir réside dans le courage du peuple palestinien refusant de céder, et chez cette minorité dans la population israélienne qui refuse d'être l'instrument d'une politique qu'elle subit elle aussi.

Christian Chavaux



Manifestation contre la guerre, le 26 août, dans le nord d'Israël.

Yémen : de nouveau sous les bombes

L'armée israélienne a bombardé Sanaa, la capitale du Yémen, le 24 août, ciblant des infrastructures énergétiques et faisant six morts et des dizaines de blessés.

« Le sort du Yémen sera le même que celui de Téhéran », a menacé le ministre de la Défense israélien, faisant écho aux déclarations de Netanyahu de juin dernier lors des bombardements sur l'Iran menés par les États-Unis et Israël. « Je pense que toute la région apprend à connaître la puissance et la détermination de l'État d'Israël », a de son côté déclaré le Premier ministre israélien.

Les dirigeants Houthis, au pouvoir au Yémen depuis 2014, pouvoir que le régime saoudien n'a pas réussi à écraser malgré près de huit années d'une guerre qui a laissé le pays exsangue, défient les États-Unis et Israël depuis des mois. À partir d'octobre 2023 et du début de la guerre menée par Israël à Gaza, les Houthis ont commencé à attaquer en mer Rouge les cargos qu'ils jugeaient liés à

Israël, perturbant le commerce dans cette région stratégique. En riposte, les USA ont alors bombardé le Yémen à plusieurs reprises, en particulier la capitale Sanaa, et le port d'Hodeïda, bombardements qui ont pris fin suite à la conclusion d'une trêve en mai dernier avec le pouvoir yéménite. Mais en juillet, celui-ci a repris ses attaques en mer Rouge.

La récente décision du gouvernement Netanyahu de prendre le contrôle de Gaza, décision accompagnée de nouveaux bombardements israéliens sur l'enclave, a provoqué la reprise des tirs des Houthis sur Israël. La riposte du gouvernement israélien ne s'est pas fait attendre, tant il est bien décidé à montrer qu'il ne cède à personne le droit de décider et de régler les affaires dans la région.

Gaëlle Régent

Thaïlande : les travailleurs cambodgiens pris pour cible

Depuis le début des combats à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge fin juillet, les travailleurs cambodgiens installés en Thaïlande subissent une montée du nationalisme et de la xénophobie.

Avant les affrontements, ils étaient officiellement 500 000, en réalité autour de un million, à tenter de gagner leur vie en Thaïlande, dans les usines textiles, le bâtiment ou l'agriculture, en particulier dans les régions frontalières. Le salaire minimum y est d'un peu moins de 300 euros par mois, mais les salaires sont plus bas encore et le chômage plus élevé au Cambodge.

En moins de deux semaines, plusieurs centaines de milliers d'entre eux sont retournés au Cambodge, poussés par la montée du racisme et les agressions perpétrées par des groupes extrémistes thaïlandais. Un climat de chasse à l'homme s'est installé, des groupes organisant des patrouilles sur les marchés ou s'attaquant aux personnes parlant khmer. Celles et ceux qui sont restés afin de garder leur travail se cachent, sortent le moins possible, évitent de parler khmer en public.

Ces travailleurs étant indispensables dans bien des secteurs, le gouvernement thaïlandais cherche maintenant à en retenir une partie et à limiter l'impact pour le patronat, notamment en assouplissant la politique concernant les titres de séjour. Mais ce sont bien les rivalités entre dirigeants des deux pays qui ont ouvert la porte à ce déchaînement de xénophobie.

Du côté du gouverne-

ment cambodgien, les principaux dirigeants, Hun Sen et Hun Manet, multiplient les postures nationalistes, les déclarations de soutien et les appels au retour des Cambodgiens de Thaïlande. Ils assurent qu'ils seront les bienvenus... mais qu'ont-ils à leur offrir ?

Le cessez-le-feu annoncé le 28 juillet au soir et signé le 7 août a peut-être mis fin, pour le moment, aux combats entre les deux pays mais les travailleurs n'ont pas fini de faire les frais des rivalités et du nationalisme alimentés par leurs dirigeants.

Malik Rieux



Des travailleurs cambodgiens fuient la Thaïlande, le 6 août.

Ukraine : les banques françaises profitent de la guerre

En accord avec les institutions financières internationales, une instance de l'État ukrainien vient d'avaliser la potentielle privatisation de deux banques. Or le secteur bancaire que l'État contrôle aujourd'hui à un peu plus de 50 % est en plein essor et ses profits pourraient continuer d'augmenter lors de la reconstruction.

L'économie de guerre est aujourd'hui déjà synonyme de records pour les banques en Ukraine. Elles y ont cette année doublé leur chiffre d'affaires par rapport à 2020, pour atteindre un bilan global de 1,6 milliard d'euros. C'est notamment sous l'égide du Crédit agricole, qui se vante d'être numéro un du financement local de l'agriculture et des PME, que Rheinmetall, entreprise d'armement allemande, a pris des participations dans UDI, le conglomérat de l'armement ukrainien. BNP Paribas revendique pour sa part la position de « leader

en termes de clientèle d'entreprises multinationales » en Ukraine. Et les affaires en Ukraine vont bon train, dopées par le développement de fabriques de drones et de missiles, dont les commandes sont assurées par l'État et qui partent aussi à l'exportation.

L'État ukrainien a jusqu'à présent choisi d'exercer sur les banques implantées en Ukraine un certain contrôle : tout en assurant leurs profits, il leur a interdit d'exporter des capitaux, et leur a imposé des taxes exceptionnelles. En 2023, l'État avait nationalisé la Sense Bank, qu'il projette

de privatiser de nouveau. À l'époque, il l'ôtait des mains d'un oligarque lié à la Russie.

Les possibles privatisations à venir et le passage de banques dans d'autres mains ne sont pas le signe de moins de pillage mais d'un pillage mené cette fois par des oligarques ukrainiens, des actionnaires européens ou américains.

Ce n'est pas non plus une politique profondément différente : c'est la prolongation du partage de l'Ukraine par les grandes puissances, dont l'État ukrainien, ses oligarques, sont le relais depuis des années.

La possible période de reconstruction, ouvre aux banques la gestion d'un marché estimé à 500 milliards de dollars. Elles ont gagné gros pendant la guerre, elles comptent faire mieux ensuite.

Cécile Seyrig

Libye : un bateau humanitaire pris pour cible

Dimanche 24 août, un navire garde-côtes libyen a attaqué l'*Ocean Viking*, le bateau humanitaire de SOS Méditerranée, alors que celui-ci naviguait dans les eaux internationales.

Il avait 87 rescapés à son bord, surtout des Soudanais originaires du Darfour. Il s'apprêtait à venir en aide à un autre canot en détresse quand un patrouilleur libyen a foncé sur lui puis l'a mitraillé. Une responsable de l'organisation humanitaire témoigne : « Nous étions habitués aux intimidations des garde-côtes libyens, mais c'est la première fois qu'ils tirent de manière délibérée pour nous tuer. » Au bout de vingt minutes, les agresseurs ont rebroussé chemin. S'il n'y a eu

ni mort ni blessé grave, les importants dégâts matériels ont obligé l'*Ocean Viking* à abandonner ses opérations de sauvetage du canot en détresse. Il a envoyé un appel au secours vers un navire de la marine italienne qui n'a jamais répondu.

Loin d'être un acte isolé, la barbarie qui frappe les migrants, et leurs sauveteurs, est commanditée par l'Union européenne. Le navire qui vient de mitrailler l'*Ocean Viking* a été offert par l'Italie à la Libye en 2023. Pour empêcher

les départs depuis les côtes libyennes, des centaines de millions d'euros ont été versées au régime de Tripoli par l'UE depuis 2017. Ses garde-côtes ont comme mission d'intercepter les réfugiés en mer et de les ramener de force en Libye. Ils y sont parqués dans des centres de rétention, où ils sont souvent torturés ou soumis à du travail forcé.

Durant l'année 2024, 2 500 personnes sont mortes en Méditerranée, principalement sur la route maritime qui va de la Libye et la Tunisie vers l'Italie. Une hécatombe dont les responsables siègent dans les gouvernements européens.

C. B.



La vedette libyenne et (en médaillon) un impact des tirs sur l'*Ocean Viking*.

Italie : luxe et surexploitation

La marque italienne de cachemire de luxe Loro Piana, propriété de LVMH, a été placée mi-juillet sous administration judiciaire pour avoir eu recours dans les régions de Florence et de Milan à des ateliers clandestins aux conditions de travail dangereuses.

L'enquête a montré que des ouvriers, bien souvent chinois immigrés, travaillaient jusqu'à 90 heures par semaine pour quatre euros de l'heure. Ils dormaient sur place, travaillaient et vivaient dans des conditions insalubres.

Loin d'être un cas isolé, il s'agit au contraire d'un système généralisé dans le secteur du luxe. Les géants du secteur sous-traitent en cascade et encaissent les bénéfices de la surexploitation.

Ainsi une précédente enquête visant Giorgio Armani montrait qu'un sac vendu 1 800 euros en magasin avait en réalité coûté 93 euros. Un sac Dior, autre filiale de LVMH aussi poursuivie, était exposé 2 600 euros en vitrine pour un coût de production de 53 euros. Selon l'enquête, les conditions de travail « étaient telles qu'elles constituaient une exploitation extrême et

illicite du travail ». Les locaux de l'atelier « étaient dans des conditions insalubres, en deçà du minimum éthique ». Cela permet à ces géants du luxe d'économiser sur les impôts et cotisations sociales en plus de la plus-value réalisée sur les ouvriers.

Les mêmes profiteurs prétendent tout ignorer des pratiques de leurs sous-traitants alors qu'ils sont, par les tarifs payés, les commanditaires de cet esclavage moderne. Mais ils savent qu'ils peuvent bénéficier de la clémence de la justice. Ainsi, le régime d'administration judiciaire d'Armani et de Dior a été levé en février dernier en échange de vagues promesses de contrôles sur leurs sous-traitants.

Pour les nantis du luxe, être pris la main dans le sac est moins coûteux qu'un de leurs sacs à main.

Christian Bernac

Inde : Dassault aux anges

La dernière guerre entre l'Inde et le Pakistan, c'était il y a trois mois. Le seul grand vainqueur pourrait en être... Dassault avec une commande de Rafale qui battrait tous les records.

En effet, selon le quotidien indien *Times of India*, l'armée indienne s'apprête « d'ici un mois ou deux » à commander 114 Rafale supplémentaires. Apparemment, les 62 appareils qu'elle possède lui ont donné pleine satisfaction, en mai, lors des attaques aériennes contre le Pakistan.

L'Inde, déjà client numéro un du Rafale, prévoit aussi de fabriquer sur place des fuselages de Rafale dans le cadre d'un accord entre Dassault et le groupe indien Tata.

Les soldats indiens et pakistanais, mais aussi indiens et chinois, que leurs



gouvernants envoient périodiquement s'affronter ne vont pas seulement tuer et se faire tuer à propos du tracé des frontières légué par les puissances coloniales : ils le font aussi, même s'ils n'en savent rien, pour assurer les profits de Dassault, Tata et compagnie.

Pierre Laffitte

Justice française : complice des génocidaires

Le 21 août, la justice française a une nouvelle fois refusé de mettre en examen Agathe Habyarimana, la veuve de l'ancien président rwandais, au cœur du génocide qui fit 800 000 morts en 1994. Pour l'État français, elle est innocente.

La préparation de ce massacre n'était un secret pour personne, et surtout pas pour les dirigeants français, de Mitterrand, alors président de la République, au et son Premier ministre, Balladur. La dictature d'Habyarimana, qu'ils soutenaient, mit en place les milices Interhamwe contre les Tutsis. La radio-télévision des Mille Collines, dont Agathe Habyarimana était l'une des fondatrices, ne cessait d'appeler à leur massacre.

Alors que le FPR, le parti de l'actuel président, Paul Kagame, menaçait le régime et pour garder son influence dans la riche région africaine des Grands Lacs, l'État français forma

les militaires de la dictature d'Habyarimana et lui livra massivement des armes. L'ambassade de France abrita le dernier gouvernement du régime, qui regroupait les dirigeants les plus extrémistes.

Agathe Habyarimana fut exfiltrée très rapidement, sur ordre direct de Mitterrand, lui permettant de se réfugier en France,

où elle réside encore. L'État français a toujours refusé de l'extrader vers le Rwanda. Le Parquet national antiterroriste demande néanmoins sa mise en examen depuis 2024. C'est cette demande qui a été rejetée par un non-lieu en août.

Pour la France, reconnaître qu'Agathe Habyarimana a les mains couvertes du sang des victimes serait reconnaître que tous les dirigeants français qui l'ont protégée depuis plus de trente ans ne valent pas mieux.

Thomas Baumer



Rwanda Nyamata Memorial.

Médicaments anti-obésité : soigner les profits

Novo Nordisk est un laboratoire danois implanté en France, qui produit de l'insuline depuis des décennies et, depuis quelques années, plusieurs médicaments contre le diabète et l'obésité.

Ce trust se paye actuellement une campagne d'affichage dans le métro parisien. N'ayant pas le droit de faire la promotion directe de ses produits, il incite les personnes en surpoids à « réagir », et à se rendre sur un site lié au groupe.

Novo Nordisk produit en effet un médicament, le Wegovy, issu des traitements contre le diabète, qui suscite un fort intérêt, notamment sur les réseaux sociaux, pour son action sur la

perte de poids. Le Wegovy doit être prescrit par un médecin, mais n'est pour le moment pas remboursé, et son prix est de 300 à 400 euros par mois.

La campagne de Novo Nordisk intervient alors que le laboratoire a déposé une demande auprès de la Haute autorité de santé pour que le Wegovy soit pris en charge par la Sécurité sociale. Le ministre de la Santé ayant annoncé en mai un « plan obésité » pour l'automne, le

groupe espère la prise en charge du Wegovy par la Sécurité sociale. Le laboratoire est d'autant plus intéressé à ce remboursement que son concurrent, le trust américain Eli Lilly, propose depuis peu le même type de traitement. La bataille fait rage entre les deux concurrents.

L'industrie pharmaceutique est responsable de nombreux scandales dont celui du Mediator, un médicament antidiabétique, vendu par le laboratoire français Servier comme un coupe-faim tout comme le Wegovy. Le Mediator avait causé la mort de 1 500 à 2 000 personnes.

Si bien des gens espèrent disposer d'un médicament efficace contre l'obésité, on ne peut qu'être méfiant à l'égard de tous les trusts pharmaceutiques qui ne sont mus que par la recherche du profit. On ne peut pas davantage faire confiance à l'État, qui a déjà montré à quel point il est à genoux devant ces trusts.

Gaëlle Régent



Arrêtés anti-mendicité : cachez ces pauvres...

Depuis 2023, dans au moins quatorze villes, des arrêtés municipaux contre « les troubles à l'ordre public » interdisent la présence dans les centres-villes des personnes sans-domicile.

À Nevers, le maire Renaissance Denis Thuriot a emboîté le pas, se permettant d'ajouter qu'« au 21^e siècle, les gens qui sont dehors le veulent ».

Ce maire est fort pour insulter les sans-abri, mais incapable de régler les problèmes. À Nevers, selon les décomptes, 40 à 60 personnes sont à la rue. Trouver des logements pour tous ne semble pas insurmontable. Mais le maire préfère les mesures de rétorsion qui auréolent sa politique de fermeté : contrôles policiers, interdiction de rester en position assise ou allongée, menace de fourrière pour les chiens.

En France, les associations estiment que le nombre de personnes à la rue a plus que doublé entre 2010 et 2023, passant de 141 500 à 333 000. À Nevers, 23 % des habitants vivent avec moins de 1 216 euros par mois, sous le seuil de pauvreté ; la faute aux bas salaires et au chômage. Et il n'y a pas loin de la pauvreté à la rue.

L'arrêté de Nevers, contesté par la Ligue des droits de l'homme, a été confirmé par la justice.

Dans cette société, où seuls comptent les intérêts des plus riches, l'ordre public se fait contre les pauvres.

Cécile Seyrig

Ramassage des ordures : manœuvres fiscales

Bien que ce soit illégal, de nombreuses intercommunalités facturent depuis des années la taxe ou la redevance d'enlèvement des ordures ménagères (Teom-Reom) à un tarif supérieur au coût réel de la collecte et du traitement des déchets.

C'est ce que révèlent des chiffres dévoilés par la presse à l'occasion de l'émission des avis de taxe foncière. Ils ont été compilés par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe). Par exemple, l'agglomération de Dijon a fait payer en 2022 l'enlèvement d'ordures 59 % plus cher que son coût réel. Plus de la moitié des intercommunalités opèrent ce genre de majoration.

Si tout cela est évidemment choquant, c'est avant tout le résultat de la baisse des dotations par l'État aux collectivités locales, qui fait partie de toutes les économies qu'il fait sur la population. Les collectivités qui surfacturent la collecte d'ordures aux habitants se justifient en disant qu'elles mettent ainsi de l'argent de côté pour des investissements qu'elles ne pourraient

pas financer sans cela. Cela ne leur évite pas de devoir, en plus, s'endetter auprès des banques.

Voici ce qu'explique un directeur d'une communauté de communes de Savoie, pour justifier l'augmentation de la taxe de 2,1 millions d'euros en 2023 : « [cette mesure] nous a permis de mettre de côté des sommes importantes, grâce auxquelles nous avons pu emprunter auprès des banques pour assurer le financement de plusieurs projets [dont des travaux de modernisation d'un terminal de réception des camions-poubelles]. Sans cela, elles ne nous suivraient pas, ou nous imposeraient des mensualités impossibles à honorer. »

Services publics ou profits privés, qui doit finir à la poubelle ?

Thomas Baumer

14 juin 1905 : la révolte des marins du cuirassé Potemkine

Le 14 juin 1905 (27 juin dans le calendrier grégorien alors en usage) éclatait la mutinerie du cuirassé *Potemkine*, le fleuron de la flotte russe de la mer Noire, censé être le plus sûr du régime tsariste. Cette insurrection allait avoir un retentissement aussi bien dans la Russie en pleine ébullition qu'à l'échelle internationale.

En Russie, le tsar craignait que cette mutinerie n'entraîne le reste de l'armée. En effet, une première vague de grève, en janvier et février 1905, avait ébranlé le régime autocratique dirigé par Nicolas II et dominé par l'aristocratie terrienne.

C'est dans le contexte d'une révolution montante que se plaçait la mutinerie du cuirassé. Le *Potemkine* n'avait pas été engagé dans la guerre russo-japonaise, qui venait de se terminer par une défaite, mais les conditions de vie sur le navire étaient épouvantables. Les marins étaient recrutés en grande partie parmi les ouvriers en mesure d'entretenir les machines. Cela faisait de ce bâtiment, d'après Christian Rakovski, socialiste roumain, une « véritable usine flottante ». Afin

d'économiser de la main-d'œuvre, le commandant en chef des armées avait renvoyé en 1903 une partie des ouvriers des arsenaux de Sébastopol pour les remplacer par les marins de la flotte. La propagande du Parti social-démocrate clandestin en avait été favorisée. Des tracts dénonçaient la discipline insupportable et l'hécatombe guerrière : la seule bataille de Tsushima avait provoqué la mort de 5 000 marins russes. Les officiers, souvent des aristocrates arrogants, traitaient les marins comme des animaux, les battaient et n'hésitaient pas à fusiller les récalcitrants.

La vague de grèves

Le 14 juin, alors que le *Potemkine* était en manœuvre dans la baie de Tendra, au

large de l'Ukraine, les marins découvrirent le ravitaillement fait d'une viande grouillant d'asticots. Dépêché par le capitaine, le médecin du bord affirma qu'elle était comestible et qu'il suffisait de la laver au vinaigre. Les marins refusèrent de se rendre au repas du soir. Pour le commandant, c'était un acte d'insubordination et les 670 hommes furent réunis sur le pont. Le second exigea que les marins mangent leur bortsch ; peu d'entre eux s'exécutant, un peloton d'exécution fut appelé pour punir les récalcitrants, mais les soldats refusèrent de tirer sur leurs camarades. Le commandant en second ayant lui-même tiré sur le matelot Vakulinchuk, qui s'était approché pour le désarmer, un autre matelot, le social-démocrate Matushenko, tua à son tour le commandant en second. Les hommes s'emparèrent du navire et les officiers les plus détestés, en particulier le commandant, furent tués. Puis les marins formèrent un comité révolutionnaire et décidèrent de rejoindre Odessa.

Or depuis avril, dans ce qui était la quatrième ville de Russie, marins de commerce, boulangers, tailleurs, imprimeurs, travailleurs du fer et coton faisaient grève, revendiquant la journée de 8 heures, mais aussi une Assemblée constituante et la fin de l'autocratie. Le jour même de la mutinerie avait été choisi pour déclencher la grève générale. Le gouverneur répliqua en décrétant la loi martiale et en réprimant les manifestations. En voyant le soir même arriver le *Potemkine*, les travailleurs qui réclamaient des armes pensèrent qu'il venait les massacrer, mais, au matin, la nouvelle de la mutinerie vint tout changer.

Répression à Odessa

Les 670 matelots organisèrent des funérailles grandioses à terre pour le matelot Vakulinchuk ; sa dépouille, descendue sur le quai, devint le point de ralliement des travailleurs d'Odessa. Une manifestation organisée le 15 juin pour rendre hommage à la victime, se solda par un



Les marins insurgés.

massacre quand les cosaques, sabre au clair, chargèrent la foule.

Le *Potemkine* riposta le lendemain, en tirant sur un édifice où se réunissaient les officiers mais les tirs trop longs manquèrent leur cible. De son côté le reste de la flotte du tsar, qui exigeait la reddition du cuirassé, se dirigeait sur lui. Espérant que la mutinerie se propage à l'ensemble de la flotte de la mer Noire, le comité révolutionnaire décida de se porter à sa rencontre. Sur le cuirassé *George-le-Victorieux*, les marins se rallièrent aux mutins au cri de « Vive le *Potemkine* ». Le navire put alors rentrer à Odessa accompagné du *George*, sans qu'aucun coup de feu n'ait été tiré. La flotte dans son ensemble ne s'était pas mutinée, mais l'amiral, convaincu qu'il ne s'en était fallu que d'un cheveu, décida d'envoyer les 5 000 marins de la flotte en permission illimitée. Des officiers hostiles au soulèvement prirent alors la direction du *George* et échouèrent le bateau dans le port. Le *Potemkine* se retrouvant de nouveau seul, les mutins décidèrent de prendre la mer pour obtenir le ravitaillement, qui commençait à manquer cruellement.

Les marins révolutionnaires

Le comité révolutionnaire écrivit « au monde civilisé » l'adresse suivante

« Le gouvernement tsariste aime mieux noyer le pays dans le sang du peuple que lui donner la liberté et le bien-être. Le sang innocent des héros coula par ruisseaux dans notre patrie. Pourtant, l'autocratie affolée a oublié que l'armée, obscure et délaissée jusqu'à présent, instrument aveugle de ses plans sanguinaires, fait partie de ce même peuple, est composée des enfants de ces

mêmes masses laborieuses qui luttent pour sa liberté.

Tôt ou tard l'armée comprendra cette vérité et se lavera de la tache infâme dont elle s'est souillée en massacrant ses pères et ses frères. C'est pourquoi, nous, les marins du cuirassé d'escadre *Kniaz-Potemkine*, avons unanimement et résolument décidé de faire ce premier grand pas. Puissent toutes les victimes, puissent tous les ouvriers et paysans tombés sous les baïonnettes et les balles des soldats, dans les villes et dans les campagnes, nous épargner la malédiction qui pèse sur les assassins. »

Le cuirassé fit une première fois escale en Roumanie dans le port de Constanza, mais si les travailleurs vinrent ovationner les mutins, les autorités lui refusèrent toute aide. Finalement, la pénurie de charbon obligea les marins à capituler, en livrant le navire en échange de leur liberté. Le régime tsariste n'eut de cesse de poursuivre les insurgés, dépêchant sa police secrète pour leur tendre des pièges. Certains furent fusillés aussitôt.

Rakovski, monté à bord en tant qu'intermédiaire entre le gouvernement roumain et les mutins, salua le courage des insurgés. Ces derniers avaient en effet ouvert la voie à la révolution russe. En cette année 1905, la mutinerie du *Potemkine* montrait comment l'armée pouvait basculer du côté des masses révolutionnaires et se joindre à elles. Le gouvernement tsariste ne s'y trompa pas : en récupérant le navire des mains du gouvernement roumain, il s'empressa de le débaptiser. Mais il ne put tuer le symbole, ni empêcher plus tard les marins révolutionnaires d'être le fer de lance de la révolution de 1917.

Aline Urbain



Affiche du film d'Eisenstein, Le cuirassé Potemkine.

Stellantis – Rennes : une réaction collective

À l'usine Stellantis de Rennes, il n'y a eu pour la première fois cette année pour les congés que deux semaines d'arrêt de l'usine, début août, sous prétexte de la mise en production d'un nouveau véhicule en plein été.

Cette trop brève pause estivale a concerné 80 % des ouvriers, qui n'ont pas pu se reposer correctement.

Tout le monde redoutait le retour au travail mardi 19 août : le patron avait déjà programmé des heures supplémentaires tous les jours, et le travail du samedi matin dès la première semaine !

À cela s'est ajouté l'insuf-

fisance des effectifs encore plus criante qu'habituellement. La montée en cadence du nouveau véhicule impose des charges de travail encore plus élevées avec, en prime, des outillages défectueux. La galère et le sentiment de mépris étaient ressentis partout.

C'est dans le secteur Habillage des portes (HPO) du

Montage qu'une réaction collective a eu lieu le jeudi 21 août au matin. Une dizaine d'ouvriers du secteur ont refusé de reprendre le travail après la pause de 7 h 35. Les travailleurs intérimaires qui occupent la majorité des postes du secteur étaient solidaires et ont laissé la ligne s'arrêter.

En quelques minutes, les chefs et cadres de l'atelier sont venus voir ce qu'il se passait, ce qu'ils n'avaient pas fait, pour voir d'où venait la galère qui durait depuis la prise de poste à 5 h 30 !

Pour faire reprendre le travail, un chef s'est mis en poste et la responsable de l'atelier a fait venir la maintenance pour remettre en état l'outillage et promis de l'effectif supplémentaire.

La nouvelle de cette réaction collective a vite fait le tour de l'usine. Ceux qui ont débrayé étaient fiers de leur action. Ils savent comment se faire entendre de la direction.

Correspondant LO



STELLANTIS



Ascometal – Hagondange : Greybull doit payer

Lundi 25 août, c'était la reprise à l'usine Ascometal d'Hagondange. Plusieurs centaines de salariés et de militants syndicaux d'autres entreprises ont assisté à l'assemblée générale lors de laquelle les syndicats ont fait le point sur l'avenir de l'usine et de tout le groupe.

Le 11 août, le tribunal a prononcé la mise en redressement judiciaire du groupe Ascometal, rebaptisé Novasco par le dernier repreneur en date, Greybull Capital. Aucun repreneur n'est intéressé par l'usine d'Hagondange et ses 450 salariés, la plus grosse usine, et les repreneurs ne se bousculent pas pour les trois autres petits sites. À Hagondange, l'usine est à l'arrêt et les travailleurs, au chômage partiel. Les caisses sont vides... en tout cas elles n'ont pas été remplies par Greybull Capital, qui n'a quasiment rien versé sur les 90 millions promis lors de la reprise du groupe il y a un an.

Les responsables CGT qui organisaient l'assemblée générale ont dénoncé la responsabilité de l'actionnaire et de l'État, qui a laissé faire. Ils prévoient une AG tous les lundis à 13 heures et une « marche citoyenne » jeudi 4 septembre à 10 heures devant l'usine pour protester contre ce qui s'annonce.

Après quatre redressements judiciaires en onze ans, les travailleurs ne se font guère d'illusions sur

l'avenir de l'usine. Les capitalistes de l'acier se moquent du fait que l'aciérie d'Hagondange soit une aciérie électrique qui produise beaucoup moins de CO₂, une aciérie verte en quelque sorte. Leur problème est de produire du profit – avec ou sans CO₂. Ils ne se soucient pas plus de l'avenir de la planète que de celui des travailleurs des usines. Et pour ne pas se retrouver demain dans la galère, à France Travail ou dans la précarité, la seule solution est d'exiger des garanties pour l'avenir de chacun.

Les syndicats ont libéré le stock de produits finis d'une valeur de 5,8 millions d'euros, qu'ils bloquaient depuis début juillet. En échange, selon les juges, ce stock sera vendu et le produit de cette vente sera mis sur un compte qui permettra de financer les mesures du PSE. Mais c'est bien insuffisant. Greybull doit payer : les 90 millions qu'il avait promis, c'est l'équivalent de 125 000 euros pour chacun des 700 salariés d'Ascometal.

Étienne Hourdin

Total – Donges : le patron responsable

Jeudi 21 août, un incendie à la raffinerie Total de Donges, en Loire-Atlantique a intoxiqué deux travailleuses et rejeté une quantité inconnue de produits toxiques dans l'air. Presque au même moment, on apprenait qu'en juin des ruptures de canalisations avaient provoqué des rejets d'hydrocarbures

dans la Loire. L'entreprise est incapable de préciser la date du début de la fuite ni les quantités déversées dans le fleuve. Travailleurs et habitants sont maintenus dans le flou, quand ce n'est pas dans l'ignorance, par l'entreprise et la préfecture.

Ce ne sont pas les milliards qui manquent à

Total pour assurer la sécurité du personnel et de l'environnement. Mais tant que les travailleurs et les habitants qui vivent autour de la raffinerie ne l'imposeront pas par leur mobilisation à l'État et à la direction de l'entreprise, cet argent continuera à gaver les actionnaires.

E. G.

Saint-Gobain PAM : une attaque majeure

Cette année, la reprise après quatre semaines d'arrêt de l'usine se fait dans un climat particulièrement lourd, et ce n'est pas seulement à cause du plan de rigueur de Bayrou. Le 17 juillet, quelques jours avant les congés, la direction de Saint-Gobain PAM à Pont-à-Mousson, en Meurthe-et-Moselle avait annoncé un prétendu pacte social, en réalité une violente attaque contre les 1 500 salariés des différentes usines.

Elle a sorti l'artillerie lourde contre les travailleurs : revalorisations salariales limitées à 0,5 % en dessous de l'inflation pour les trois années à venir,

suppression de la prime de vacances de 1 500 euros, suppression de la Saint-Éloi, remise en cause du barème des indemnités kilométriques, des congés

d'ancienneté, etc. Tout cela correspond en moyenne à une perte de deux mois de salaire. Les cadres ne sont pas épargnés : Saint-Gobain veut supprimer leurs RTT et leur imposer six jours supplémentaires de travail.

La direction dit ouvertement vouloir trouver l'équivalent de 7 millions d'euros chez les salariés. Elle justifie cette attaque inédite par la mise en place d'un gros four électrique destiné à remplacer les

hauts-fourneaux de l'usine de Pont-à-Mousson. En clair, elle demande aux salariés de financer une partie de cet investissement de 150 millions d'euros, qui sera déjà largement subventionné par l'État ! En réalité la décarbonation de l'usine est un prétexte pour demander de nouveaux sacrifices aux travailleurs afin d'accroître encore les bénéfices du groupe Saint-Gobain, qui ont été de 2,84 milliards l'an dernier avec une

marge d'exploitation record à 11,6 %.

Cette attaque sans précédent à Saint-Gobain PAM suscite la colère et provoque de nombreuses discussions dans l'usine. La grève avec le blocage du site est considérée par beaucoup comme nécessaire. C'est en discutant ensemble dans les ateliers qu'on pourra préparer une riposte massive qui soit à la hauteur de l'attaque de la direction.

Correspondant LO

Grandes fortunes : les exproprier

Les prétentions de Bayrou à œuvrer pour la justice fiscale sont risibles Ainsi son projet d'économies de 44 milliards d'euros comprendrait un impôt exceptionnel de deux milliards d'euros sur les revenus des familles les plus riches.

Sachant que l'État verse, chaque année et sans aucun contrôle, 210 milliards d'euros d'aides aux grandes entreprises, aussitôt converties en dividendes offerts à leurs actionnaires, ces deux milliards sont dérisoires.

Parlant aussi d'économies à trouver, le RN quant à lui refuse de toucher aux grandes fortunes et leur promet au contraire monts et merveilles supplémentaires. Les partis de gauche parlent bien, eux, de les taxer. D'une part ils promettent de contrôler – pas d'arrêter-les cadeaux aux entreprises, de l'autre ils proposent une taxe de 2 %, incluant les impôts déjà existants, sur les patrimoines supérieurs à 100 millions d'euros. Cela concernerait 1 800 foyers fiscaux et rapporterait 20 milliards d'euros par an. L'économiste qui a inventé cette taxe affirme qu'elle n'écornerait même pas les fortunes en question car son taux est inférieur à celui de l'accroissement « naturel » des capitaux.

Évidemment, les familles qui possèdent plus de cent millions ne les gardent pas sous leur matelas, l'argent est placé dans des fonds spécialisés et fait des petits, en permanence.

Vingt milliards de taxe annuelle annoncée par la gauche, c'est certes plus que deux milliards pour une seule année de Bayrou. Mais, outre le fait qu'elles sont virtuelles, ces sommes ne sont rien comparées aux 1 100 milliards d'avoirs réels des 500 familles françaises les plus riches. Ces familles ne comptent ni footballeur, ni chanteur, ni influenceur, mais bien des capitalistes et des rentiers vivant, souvent depuis des générations, de l'exploitation des travailleurs.

Ces 500 familles ont multiplié leur fortune globale par dix dans les vingt dernières années. Elles ne sont pas les seules et cette explosion n'est pas seulement due à la bienveillance de Macron, des ministres successifs et des hauts fonctionnaires permanents. La fortune des milliardaires,

tous pays confondus, s'est en effet accrue de 2 000 milliards de dollars en 2024 !

Cette pluie de milliards, même lorsqu'elle est le résultat de la spéculation, vient en réalité du travail humain, c'est-à-dire de l'exploitation des prolétaires de tous les pays, par une poignée d'entreprises géantes et de banques tentaculaires, comme, en France, Total, CGA CGM, BNP, Sanofi, LVMH, etc. Les trusts se répartissent la richesse ainsi créée en même temps qu'ils se concurrencent pour accroître leur part du butin. Depuis plusieurs décennies, les soubresauts de la crise économique ont aiguisé cette lutte, fait périr les plus petits et accru la puissance et la fortune des plus grands, comme on le lit dans leurs résultats. Cela s'est fait aussi au prix du sacrifice de régions entières, ravagées, suivant les cas, par le chômage, les famines et l'exode, aux prix d'une exploitation accrue partout et de guerres toujours plus nombreuses et menaçantes.

Aucun impôt, aucune prétendue justice fiscale n'a jamais pu et ne pourra jamais contrebalancer ce pillage qui entraîne toute une société au désastre

Paul Galois



Dans les bulletins Lutte ouvrière



Un appétit sans frein

L'implantation de la nouvelle usine de freins carbone dans l'Ain a été l'occasion de commentaires élogieux sur le choix de Safran d'investir en France.

Il semble bien pourtant que le montant des subventions publiques (31 millions d'euros avoués) et les remises accordées par EDF sur le prix de l'électricité aient été décisives dans ce choix.

À retenir. Pour nous, notre patriotisme doit aussi se réduire à nos intérêts de travailleurs, pas à faire des sacrifices !

Safran - Corbeil

Pénible

En ouvrant nos fiches de paie en juillet, on a pu découvrir sur nos bulletins une nouvelle mention écrite en caractères majuscules : PÉNIBILITÉ. Il s'agit ici de rendre visible un compteur pénibilité pour tous les cheminots. Selon les très nombreux critères énoncés dans la note explicative jointe à notre fiche de paie, il faudrait déjà être exposé plus de 20 ans pour recevoir une indemnité.

Alors que nous, on sait qu'il suffit de quelques mois pour trouver la direction très pénible !

SNCF - Strasbourg

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),

membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: Anne-Laure Assayag, Nathalie Rossi, Stephen Goldberg. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 9 900 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n°1029 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries Lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2025.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante :
LUTTE OUVRIÈRE
BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX.

Merci d'indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne

peut verser un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées.

L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à

Lutte ouvrière ☐

Lutte de classe ☐

Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Ci-joint la somme de :

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €
Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.			

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Iran : la contestation continue

Les bombardements israéliens et américains ont fait des centaines de morts en Iran et détruit des infrastructures. Pour autant, les mouvements de contestation qui agitaient l'Iran avant ces attaques se poursuivent.

D'un côté, cette guerre a permis à la police du régime d'intensifier la répression : contre les opposants et les militants, notamment syndicaux, mais aussi contre les immigrés afghans résistants à leur expulsion. Certains sont condamnés à mort et pendus sous l'accusation d'être à la solde d'Israël. Il y a eu 166 exécutions en Iran depuis le début du mois d'août. Mais, d'un autre côté, le gouvernement, haï par des pans entiers de la société, n'a pas réussi à réaliser l'union nationale en utilisant cette attaque impérialiste.

Les grèves portent principalement sur les salaires : les infirmières de l'hôpital de Konarak, dans le Balouchistan, par exemple,

réclament des mois d'arriérés de salaires. Les ouvriers de l'industrie pétrolière et gazière revendiquent l'application de législations qui amélioreraient leur rémunération. Dans cette société marquée par l'apartheid imposé aux femmes, les conductrices de camion sont mobilisées au même titre que leurs collègues masculins et expriment aussi fort leur colère contre le régime qui les réduit à la survie. Alors que le taux d'inflation annuel est supérieur à 30 % depuis des années et menaçait d'atteindre 40 % au printemps, les salaires suffisent à peine à survivre, même en se nourrissant uniquement de pain et de riz.

Des rassemblements se



Les travailleurs en grève sur le terminal pétrolier de Sirri.

tiennent également contre les coupures d'électricité, dénonçant le manque d'entretien et les conséquences par forte chaleur, en particulier quand la température dépasse 50°C. L'Iran est particulièrement frappé par les effets du réchauffement climatique, qui provoque chaque été des canicules et des pénuries d'eau. La sécheresse est aggravée par les détournements opérés par des industriels et des propriétaires de grandes exploitations agricoles liés au régime, la « mafia de

l'eau » comme les appelle la population. L'assèchement des barrages conduit à des coupures d'électricité plusieurs heures par jour, mais également à des coupures d'eau, faute de pompes en état de fonctionner.

Le 23 juillet, jour record de chaleur, a été déclaré férié dans plusieurs grandes villes pour tenter de faire face à la pénurie d'eau, tandis que les particuliers consommant plus de 130 litres d'eau par jour étaient menacés de sanction. Déjà, l'hiver dernier,

les usines étaient mises à l'arrêt deux jours par semaine pour les mêmes raisons. En ce mois d'août, les coupures se produisent quotidiennement pendant deux heures.

Les manifestations contre ces restrictions sont directement tournées contre le régime, et la colère s'accumule. Beaucoup de travailleurs peinent à se payer un peu de farine, alors se faire couper l'eau et l'électricité... c'est un peu la goutte d'eau qui fait déborder le barrage !

Élise Patach

Algérie : un accident de bus déclenche la colère

Vendredi 15 août, la chute d'un bus dans le fleuve El Harrach, à l'est d'Alger, a fait dix-huit morts et une vingtaine de blessés. Après l'émotion, ce drame a suscité la colère.



Cet accident est le dernier d'une longue liste qui, cette année, a endeuillé des milliers de familles. C'est plus qu'un fait divers, c'est l'accident de trop qui met en lumière le mépris d'un pouvoir qui a laissé

les infrastructures se délabrer et a livré les transports collectifs au secteur privé, qui en détient 95 %. Chaque jour, pour se déplacer, des millions de personnes sont contraintes d'emprunter un réseau anarchique et des

bus vétustes, datant souvent de plus de trente ans.

L'enquête a révélé que le certificat de contrôle technique avait été falsifié et que le bus, hors d'usage, était surchargé. Cela a conduit à l'arrestation du chauffeur, du receveur, du propriétaire du véhicule ainsi que du contrôleur technique. Ces arrestations n'ont fait qu'attiser la colère, car ni le receveur ni le chauffeur ne sont responsables du réseau de transport et de la pénurie de bus qui oblige les usagers à voyager entassés. Certes, en ce jour de canicule, le chauffeur, éboueur la semaine et chauffeur le weekend, n'était sans doute pas au mieux de sa forme. Mais, comme des millions de travailleurs, il n'a pas d'autre choix que de cumuler deux emplois pour subvenir aux besoins de sa famille.

Si certains propriétaires de bus ont peu de scrupules et usent leur matériel jusqu'à la corde, la majorité, faute de pièces détachées, n'a tout simplement pas les moyens de les entretenir correctement. Quant à renouveler leur flotte, c'est quasiment impossible avec la limitation des importations.

Aussi, beaucoup estiment

que ces arrestations sont injustes et que les vrais responsables sont épargnés. Les privilégiés du régime ne risquent pas leur vie dans des transports collectifs. Ils possèdent des SUV de luxe, vivent dans des quartiers protégés où les poubelles sont ramassées tous les jours. Ils peuvent envoyer leurs enfants étudier à l'étranger et ne se soignent pas dans les hôpitaux algériens. À l'image du président Abdelmadjid Tebboune qui, depuis l'Allemagne où il se fait soigner, a décrété une journée de deuil national pour calmer la colère.

Une semaine avant le drame, il avait promis à son homologue libanais, Joseph Aoun, lors de sa visite à Alger, de verser 50

à 200 millions de dollars pour « la reconstruction du Liban-Sud ». Cette promesse avait déjà provoqué un fort mécontentement. La posture de Tebboune, qui se targue d'avoir fait de l'Algérie la troisième économie du continent africain et qui prétend aider les autres pays d'Afrique et le Liban, ne passe plus auprès des classes populaires.

Paupérisation croissante, mépris patronal, corruption, les causes qui avaient donné naissance, en 2019, au Hirak, le plus grand mouvement populaire depuis l'indépendance, sont toujours là. La répression accrue dont use le régime ne pourra pas indéfiniment contenir la colère.

Leila Wahda

Les militants de Lutte ouvrière à votre rencontre

Charente-Maritime
Jeudi 28 août : **Rochefort**
Vendredi 29 août :
La Rochelle
Samedi 30 août :
Rochefort
Pyrénées
Jeudi 28 août : **Tarbes**

Vendredi 29 août : **Tarbes**
Samedi 30 août : **Pau**
Pays de la Loire
Jeudi 28 août :
Cholet / Bressuire
Vendredi 29 août :
Trélazé / Les Ponts-de-Cé
Samedi 30 août : **Saumur**